

## **LA QUESTION DE LA RECONNAISSANCE OFFICIELLE DU GOUVERNEMENT RUSSE - RÉVOLUTION ET DIPLOMATIE**

*Umanità nova* - 2 septembre 1920

-----

Les socialistes demandent la reconnaissance officielle du gouvernement bolchévique russe par le gouvernement italien, le gouvernement monarchico-bourgeois s'entend, actuellement présidé par Monsieur Giolitti.

Ils l'ont même expressément déclaré au Congrès de Bologne où, entre les représentants des diverses organisations politiques et économiques de tendance anticapitaliste, il a été décidé de coopérer pour imposer au gouvernement italien non seulement la libération de tous les prisonniers politiques et militaires, mais encore le respect de la liberté du peuple russe.

Les anarchistes feront naturellement tout ce qu'ils pourront faire pour la révolution russe, même si elle ne se déroule pas comme ils le désireraient; mais ils ne veulent certainement pas s'associer à une demande qui est contraire à leur programme - opposé à tout gouvernement - et contraire également aux intérêts de la révolution russe, même comprise dans le sens bolchévique, c'est-à-dire dictatorial.

Nous avons nos propres raisons doctrinales pour ne reconnaître ni le gouvernement russe, ni le gouvernement italien, et le fait qu'ils se reconnaissent ou non entre eux nous laisserait indifférents si nous ne voyions, dans leur reconnaissance réciproque, un danger et un préjudice certain pour la révolution.

Les socialistes peuvent-ils, à juste titre et dans l'intérêt du régime révolutionnaire russe, demander au gouvernement italien de le reconnaître?

Il nous semble que non. Il nous semble même que si le gouvernement russe désire cette reconnaissance, c'est parce qu'il se prépare à cesser d'être révolutionnaire et à rentrer dans le giron des gouvernements ordinaires - et si les socialistes italiens accèdent à son désir, c'est parce que leur mentalité autoritaire et étatique étouffe en eux l'esprit révolutionnaire et leur cache les véritables intérêts de la révolution.

La Russie, même bolchévique, même dictatorial, la Russie en évolution, la Russie en lutte contre tous les gouvernements du monde, la Russie qui, pour se sauver, a besoin que la révolution éclate dans d'autres pays, cette Russie-là est toujours un phare, une espérance, une source d'inspiration continue pour le prolétariat mondial. C'est pourquoi tous les gouvernements voudraient l'écraser, et c'est pourquoi aussi ils n'y arriveront pas. Tant que dure la lutte entre le gouvernement russe et les gouvernements bourgeois, la masse innombrable des Russes se défendra contre l'invasion étrangère et le prolétariat des pays envahisseurs sera toujours, même s'il n'agit pas avec toute l'énergie souhaitable, une menace ouverte ou latente qui empêchera les gouvernements bourgeois de prendre le risque d'une guerre totale.

Le gouvernement russe qui entre en relations officielles avec les gouvernements bourgeois et s'enlise dans des tractations diplomatiques en vue de concessions mutuelles, cela signifie l'élan révolutionnaire brisé, la voie ouverte à la restauration, sinon de l'ancien régime du moins d'un régime qui puisse coexister avec les gouvernements capitalistes.

Si le gouvernement italien reconnaît le gouvernement russe, celui-ci devra nécessairement recon-

naître le gouvernement italien et il ne pourra plus saper l'existence d'un gouvernement «ami».

On nous dira que le gouvernement russe ne reconnaîtrait un gouvernement bourgeois que parce que la nécessité l'y contraint, mais qu'au fond de lui-même il serait toujours son ennemi et continuerait à vouloir que la révolution éclate et s'étende partout. Qu'en d'autres termes, la reconnaissance par le gouvernement russe du gouvernement bourgeois ne serait qu'hypocrisie et mensonge. Peut-être; mais la reconnaissance des Russes par le gouvernement italien ne serait pas plus sincère et tout se réduirait à un continuel effort pour se tromper mutuellement. Malheureusement, j'ai bien peur qu'à ce jeu ce soient les bourgeois qui l'emportent parce que, quoique tous les gouvernements utilisent fondamentalement les mêmes armes, les Cicerin et compagnie ne sont sans doute pas aussi mauvais que les Giolitti de chez nous, et probablement même moins rusés et moins capables de mentir et de tromper.

Pour nous, si au lieu de se laisser guider par les intérêts sordides des castes militaristes et capitalistes bornées, les gouvernements bourgeois avaient eu l'intelligence de la situation et avaient eu en vue les intérêts généraux et durables du régime bourgeois, ils auraient depuis longtemps essayé d'en finir avec la révolution russe par le moyen que souhaitent maintenant les socialistes pour la sauver: ils auraient immédiatement reconnu officiellement n'importe quel gouvernement révolutionnaire qui se serait constitué en Russie.

Au lieu d'installer la réaction en envoyant en Russie des brutes comme Kolciak ou Denikine ou d'y lâcher ces malheureux polonais, ce qui a eu pour seul résultat de consolider le régime bolchévique qui, grâce à eux, est apparu comme le seul capable de sauver le pays, ils auraient envoyé des diplomates... qui auraient très bien pu être des socialistes assagis. Et ceux-là auraient offert la liberté du commerce, l'envoi de techniciens, la fourniture sous crédit à long terme ou même gratuite de machines, de médicaments, de matériel et de personnel scientifique et d'enseignement, le concours d'ingénieurs, de médecins, d'organiseurs, etc... - et tout cela bien sûr, contre des concessions et des garanties qui auraient introduit dans la révolution un germe de mort et qui auraient rendu fatale la reconstitution du système capitaliste.

C'est ce qui arrivera sous peu si la Russie révolutionnaire et les gouvernements bourgeois font officiellement la paix et si aux relations d'hostilité et de menaces réciproques plus ou moins ouvertes succèdent des rapports diplomatiques visant à trouver un mode de coexistence et de coopération.

Ce sont les socialistes qui enseignent à la réaction ce qu'elle devrait faire; heureusement, la réaction est aveugle et stupide.

Les gouvernements bourgeois enverraient comme ambassadeurs en Russie les agents les plus aptes à tromper les Russes, autrement dit des socialistes renégats ou naïfs... accompagnés de quelques techniciens de la diplomatie qui œuvreraient en sous-main. Et dans l'espérance d'obtenir davantage, les Russes enverraient auprès des gouvernements bourgeois les hommes qui pourraient être le mieux acceptés, c'est-à-dire les plus modérés, les plus accommodants, ceux qui, au fond d'eux-mêmes, ont plus à cœur l'«ordre» que la révolution. Et de même qu'ils ont souvent été obligés d'utiliser les généraux tzaristes pendant la guerre, de même pour la diplomatie il leur faudrait avoir recours aux techniciens de la vieille diplomatie.

Alors les ententes secrètes recommenceraient: les dettes de l'ancien régime seraient reconnues et des garanties offertes; des concessions dans les mines, les chemins de fer et autres seraient données aux sociétés capitalistes étrangères, des traitements de faveur consentis à ceux qui promettaient le plus; une coexistence du système communiste et du système capitaliste serait éventuellement tentée, et la révolution serait finalement assassinée.

Si tout cela était un peu trop pour être accepté par les hommes actuellement au pouvoir, les Lénine et compagnie, ils se retireraient d'eux-mêmes pour rendre les accords possibles ou ils seraient chassés et remplacés par des hommes chargés d'enterrer la révolution, par tous les moyens... toujours «dans l'intérêt du pays et de son prestige». L'entreprise serait facile parce que les dictateurs actuels ont préparé tous les organes de la répression étatique et ont réhabitué les travailleurs à l'obéissance passive.

On nous dit que la Russie est menacée et en danger et qu'il faut l'aider.

D'accord. Mais si le prolétariat italien, les partis, les organisations anticonstitutionnelles et les révolutionnaires, des plus révolutionnaires aux moins révolutionnaires, avaient la force d'imposer au gouvernement une reconnaissance dont il ne veut pas, ils auraient aussi la force d'empêcher que le gouvernement italien n'aide les ennemis de la Russie et celle de l'obliger à laisser toute liberté de communication et d'échange sans se préoccuper de reconnaissance officielle, sans contraindre les Russes à reconnaître pour être reconnus.

La meilleure façon d'aider la révolution russe reste toujours de brandir la menace de la révolution et de faire la révolution dans tous les pays.

Nous sommes en Italie: nous devons faire en sorte que le gouvernement italien ait trop de dangers chez lui pour aller chercher des chats à fouetter à l'étranger.

**Errico MALATESTA.**

-----